



Cellule d'analyse européenne

Paquet “Vers un espace TVA unique dans l'Union”

Communication “Sur le suivi du plan d'action sur la TVA Vers un espace TVA unique dans l'Union” - COM(2017)566

Propositions de législation relatives à un système de TVA définitif et au statut d'assujetti certifié – COM(2017)567, 568 et 569

Résumé: Ce paquet vise à mettre en œuvre et à affiner les phases suivantes du plan d'action sur la TVA de 2016. Il ouvre également la voie à un système de TVA définitif pour la livraison de biens entre les États membres. Le nouveau système devrait réduire considérablement la fraude, qui est aujourd'hui estimée à 151 milliards d'euros. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de ces propositions de législation expire le 12 décembre 2017.**

1. Contexte

La TVA représente une importante source de revenus pour les États membres et favorise la croissance.

Dans son plan d'action de 2016, la Commission européenne a proposé plusieurs initiatives visant à créer un espace TVA unique dans l'Union, à moderniser la réglementation et à optimiser le marché intérieur pour tous les acteurs du marché.

Ces projets ont depuis lors été traduits dans des législations concernant la modernisation de la TVA au regard de l'économie numérique, le renforcement de la collaboration administrative, l'amélioration de la lutte contre la fraude et la modernisation des taux de TVA.

Ce paquet de la Commission européenne vise à mettre en œuvre et à affiner les phases suivantes du plan d'action sur la TVA de 2016. Il ouvre également la voie à un espace TVA unique dans l'Union et à un système de TVA définitif pour la livraison de biens entre les États membres. Le système de TVA définitif se fonde sur le principe de la taxation dans l'État membre de destination/de consommation des biens (“principe de destination”) et non plus sur le principe de l'origine qui s'applique à l'heure actuelle.

2. Contenu

En résumé, les lignes de force du paquet sont les suivantes:

1. Objectifs:

Les objectifs de ces mesures sont un espace TVA unique, un système de TVA définitif pour les livraisons de biens entre les États membres, le soutien des besoins des PME, une politique tarifaire adéquate et la lutte contre la fraude transfrontalière.

2. Mise en œuvre de la première étape du système de TVA définitif (COM (2017)569):

La proposition de directive vise à ouvrir la voie à un système de TVA définitif au sein de l'Union européenne.

Dans le système actuel, toute activité commerciale transfrontalière est scindée en une exonération de TVA dans le pays d'origine et un achat imposable dans le pays de destination. Le système de TVA définitif se fondera sur le principe de la taxation dans l'État membre de destination/consommation des biens ("principe du pays de destination"). La TVA sera perçue dans le pays d'origine selon les règles en vigueur mais sur la base du taux du pays de consommation. La TVA prélevée sera ensuite transmise par les autorités fiscales du pays d'origine au pays de destination. Toutes les opérations seront effectuées par l'intermédiaire d'un mécanisme de guichet unique.

Le nouveau système devrait permettre de réduire de 80% la fraude actuellement estimée à 151 milliards d'euros. Dans un premier temps, la réglementation portera sur le traitement de la TVA relative aux livraisons de biens entre entreprises (b2b) au sein de l'Union. Cinq ans plus tard, ce régime pourra être étendu aux services.

3. Le concept d'entrepreneur certifié (COM (2017)567):

La notion d'assujetti certifié doit permettre d'attester qu'une entreprise donnée peut globalement être considérée comme un contribuable fiable.

4. Vers des administrations fiscales plus efficaces:

À la fin de cette année, la Commission présentera des rapports analysant les défis que doivent relever les administrations fiscales en matière de perception de l'impôt dans un environnement socio-économique et financier en mutation. La Commission européenne entamera un dialogue stratégique avec les administrations fiscales pour trouver des solutions au niveau européen.

5. Vers une politique tarifaire modernisée

La Commission souhaite moderniser le cadre tarifaire et donner plus de souplesse aux États membres pour ajuster les taux. La diversité des taux de TVA ne fausserait plus le fonctionnement du marché unique, pour autant que cette diversité s'accompagne de garanties permettant d'éviter d'éventuels risques tels que la perte de recettes, les distorsions de concurrence, la complexité et l'insécurité juridique.

6. Vers un paquet TVA pour les petites et moyennes entreprises

Des mesures de simplification administrative sont prévues, par exemple le système de guichet unique, ainsi que des mesures visant à mettre en place un environnement propice au commerce transfrontalier pour les PME.

3. Cadre juridique européen et développements au niveau européen

Les propositions législatives ont pour base juridique l'article 113 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui concerne l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur et qui confère des compétences à l'UE pour les règles qui concernent la législation TVA matérielle. Ces propositions législatives requièrent l'unanimité parmi les États membres.

4. Cadre belge :

À propos des projets de la Commission européenne en matière de TVA, la note de politique générale du ministre des Finances du 4 décembre 2015 (DOC 54 1428/22, p. 56) précise que « la Belgique soutiendra les initiatives à l'échelon européen. La règle générale est que la TVA est due dans le pays de consommation. ». ¹

Les propositions modifient notamment la directive 2006/11/CE et le règlement n° 904/2010. Lors de leur transposition dans l'ordre juridique national, elles auront sans doute des conséquences pour les dispositions du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

5. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) de la Chambre : -

- Commission des Finances et du Budget ;
- Pour information: Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

6. Suivi de la part des instances fédérales :

- SPF Finances.

7. Subsidiarité/Suivi parlementaire :

Il s'agit en l'espèce de propositions de législation. La commission compétente peut dès lors formuler un avis sur la subsidiarité, dans le sens de l'art. 37bis du Règlement de la Chambre.

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet des propositions législatives expire le 12 décembre 2017.

La commission des Finances peut, dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), formuler un avis ou des observations à la Commission européenne. Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

Projet d'avis:

- En ce qui concerne la subsidiarité / compétence: Le niveau européen est le mieux placé pour proposer des initiatives législatives en vue de mettre sur pied un système de TVA améliorant le fonctionnement du marché intérieur. À l'heure actuelle, le système de TVA de l'Union est trop fragmenté et trop vulnérable à la fraude et ne peut être amélioré que par une législation européenne. L'UE est la mieux placée, en tant que niveau de pouvoir, pour créer un cadre uniforme en vue de la collaboration administrative entre les

¹ Voir: <http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/1428/54K1428022.pdf>

services fiscaux. En outre, ces propositions législatives sont des modifications de règlements et de directives existants.

- En ce qui concerne la proportionnalité: La conséquence principale de ces propositions législatives est la suppression de la différence entre les transactions intracommunautaires de biens et les transactions de biens au sein du territoire d'un État membre. Ces mesures promeuvent un système de TVA plus stable, efficace et solide, qui améliore le fonctionnement du marché intérieur et est moins sensible à la fraude. Les parties prenantes pourraient être interrogées sur l'impact des mesures et le calendrier à suivre pour leur mise en œuvre.

Pour en savoir plus:

Texte de la communication:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170566.do>

Texte des propositions législatives:

Proposition de RÈGLEMENT DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne le statut d'assujetti certifié:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170567.do>

Proposition de RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DU CONSEIL modifiant le règlement (UE) n° 282/2011 en ce qui concerne certaines exonérations liées aux opérations intracommunautaires:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170568.do>

Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée et instaurant le système définitif de taxation des échanges entre les États membres :

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170569.do>

Descripteurs	UNION EUROPÉENNE – Règlement – Directive – Déclaration d'impôt – TVA – impôt au sein de l'UE – administration fiscale – fraude fiscale – fiscalité – impôt indirect – devoir d'information – coopération internationale – échanges commerciaux intracommunautaires – livraison – entreprise – finances publiques
Eurovoc:	

Rédaction: Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@lachambre.be



Europese analysecel

Pakket “Naar een gemeenschappelijke btw-ruimte in de EU”

Mededeling “Follow-up van het actieplan betreffende de btw - Naar een gemeenschappelijke BTW-ruimte in de EU” - COM(2017)566

Wetgevingsvoorstellen betreffende een definitief BTW-systeem en de gecertificeerd belastingplichtige – COM(2017) 567, 568 en 569

Samenvatting: Met dit pakket wenst de Europese Commissie de volgende stappen van het BTW-actieplan van 2016 te implementeren en te verfijnen. Tevens wordt het pad geëffend naar een definitief BTW-systeem voor de levering van goederen tussen lidstaten. Het nieuwe stelsel zou de fraude die thans wordt geraamd op 151 miljard euro aanzienlijk moeten reduceren. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 12 december 2017.**

1. Context

De BTW is een belangrijke inkomstenbron voor de lidstaten en is gunstig voor de groei.

In haar actieplan van 2016 heeft de Europese Commissie een aantal initiatieven voorgesteld om te komen tot één gemeenschappelijke Europese BTW-ruimte, de regelgeving te moderniseren en de interne markt te optimaliseren voor alle marktpartijen.

Intussen zijn de plannen geconcretiseerd in wetgeving, met name de modernisering van de btw aan de digitale economie, de versterkte administratieve samenwerking, betere fraudebestrijding en de modernisering van de Btw-tarieven.

Met dit pakket wenst de Europese Commissie de volgende stappen van het BTW-actieplan van 2016 te implementeren en te verfijnen. Tevens wordt het pad geëffend naar een gemeenschappelijke BTW-ruimte in de EU en een definitief BTW-systeem voor de levering van goederen tussen lidstaten. Het definitieve BTW-stelsel gaat uit van het beginsel van belastingheffing in de lidstaat van bestemming / verbruik van de goederen (“bestemmingslandbeginsel”) in plaats van het thans geldende “oorsprongsbeginsel”.

2. Inhoud

Samengevat, bevat het pakket de volgende krachtlijnen:

1. <u>Doel:</u> Deze maatregelen beogen een gemeenschappelijke BTW-ruimte, een definitief BTW-systeem voor de levering van goederen tussen lidstaten, de ondersteuning van de behoeften van KMO's, een passend tariefbeleid en de bestrijding van grensoverschrijdende fraude.
2. <u>Implementatie van de eerste stap van het definitieve BTW-stelsel (COM(2017)569):</u> De ontwerprichtlijn wenst de weg voor te bereiden naar een definitief BTW-systeem binnen de EU. In huidig systeem wordt elke grensoverschrijdende handel opgesplitst in een BTW-vrijstelling in het land van oorsprong en een belastbare aankoop in het land van bestemming. Het definitieve BTW-stelsel gaat uit van het beginsel van belastingheffing in de lidstaat van bestemming / verbruik van de goederen ("bestemmingslandbeginsel"). De BTW zal geheven worden in het land van oorsprong volgens de daar geldende regels, maar op basis van het tarief van het land van consumptie. De geheven BTW wordt door de belastingoverheden van het land van oorsprong dan doorgestuurd naar het land van bestemming. Alle verrekeningen gebeuren via hetzelfde digitale loket. Het nieuwe stelsel zou de fraude die thans wordt geraamd op 151 miljard euro met 80% moeten reduceren. Als eerste wetgevingsstap wordt de BTW-behandeling van <u>goederen</u>leveringen tussen bedrijven (b2b) binnen de Unie geregeld. Vijf jaar hierna zou de regeling kunnen worden uitgebreid tot de <u>diensten</u>.
3. <u>Het concept van de gecertificeerde ondernemer (COM(2017)567):</u> Het concept van de gecertificeerde belastingplichtige houdt in dat verklaard wordt dat een bepaald bedrijf wereldwijd als een betrouwbare belastingplichtige kan worden beschouwd.
4. <u>Naar efficiëntere belastingdiensten:</u> Eind dit jaar dient de Commissie verslagen met een analyse van de uitdagingen voor de belastingdiensten bij de inning van belasting in een veranderend socio-economisch en financieel klimaat. De Europese Commissie zal een strategische dialoog aangaan met de belastingdiensten om tot Europese oplossingen te komen.
5. <u>Naar een gemoderniseerd tariefbeleid</u> De Commissie wenst het kader voor de tarieven te moderniseren en de lidstaten meer speelruimte te bieden om de tarieven aan te passen. De diversiteit in btw-tarieven zou de werking van de eengemaakte markt niet langer verstoren, mits deze diversiteit vergezeld gaat van waarborgen om mogelijke risico's zoals inkomstenderving, concurrentievervalsing, complexiteit en rechtsonzekerheid te voorkomen.
6. <u>Naar een btw-pakket voor kleine en middelgrote ondernemingen</u> Er komen maatregelen van administratieve vereenvoudiging, zoals het éénloketsysteem, en maatregelen die een klimaat scheppen die de grensoverschrijdende handel voor KMO's bevordert.
7. <u>Implementatietermijn : 1 januari 2019</u>

3. Europees juridisch kader en ontwikkelingen op Europees vlak:

De rechtsbasis voor de wetgevingsvoorstellen is Artikel 113 Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de totstandbrenging en de werking van de interne markt en de EU bevoegdheid verleent voor regels die op materiële BTW-wetgeving betrekking hebben. Dergelijke wetgevingsvoorstellen vereisen unanimititeit onder de lidstaten.

4. Belgisch kader:

In de algemene beleidsnota van de minister van Financiën van 4 december 2015 (DOC 54 1428/22, p. 56) staat over de BTW-plannen van de Europese Commissie te lezen: *“Inzake BTW zal België de initiatieven op Europees vlak steunen. De algemene regel is dat de btw dient betaald te worden in het land van verbruik.”*¹

De voorstellen wijzigen onder meer de Richtlijnen 2006/112/EG en Verordening nr. 904/2010. Bij omzetting in de interne rechtsorde heeft dit wellicht gevolgen voor de bepalingen van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Financiën en Begroting;
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Financiën.

7. Subsidiariteit / Parlementaire opvolging:

Het betreft hier ontwerpen van wetgeving. De bevoegde commissie kan bijgevolg een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 12 december 2017.

De commissie Financiën kan in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Ontwerp van advies:

- Wat de subsidiariteit / bevoegdheid betreft: Het Europese niveau is het best geplaatst om wetgevende initiatieven voor te stellen voor een BTW-stelsel dat de werking van de interne markt verbetert. Het huidige BTW-stelsel van de EU is te gefragmenteerd en te fraudegevoelig en kan slechts verbeterd worden door Europese wetgeving. De EU is als bestuursniveau het best geplaatst om een eenvormig kader te scheppen voor de administratieve samenwerking tussen belastingdiensten. Bovendien betreffen de wetgevingsvoorstellen aanpassingen van bestaande verordeningen en richtlijnen.

¹ Zie: <http://www.dekamer.be/FLWB/PDF/54/1428/54K1428022.pdf>

- Wat de proportionaliteit betreft: Deze wetgevingsvoorstellen hebben als voornaamste gevolg dat het onderscheid tussen intracommunautaire goederentransacties en goederentransacties binnen het grondgebied van een Lidstaat zelf, wordt opgeheven. Deze maatregelen staan voor een stabielere, efficiëntere en solider BTW-stelsel dat de werking van de interne markt verbetert en minder fraudegevoelig is. De stakeholders zouden kunnen bevestigd worden over de impact en het te volgen tijdsplan bij de implementatie van de maatregelen.

Om meer te weten:

Tekst van de mededeling:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170566.do>

Tekst van de wetgevingsvoorstellen:

Voorstel voor een VERORDENING VAN DE RAAD tot wijziging van Verordening (EU) nr. 904/2010 wat betreft de gecertificeerde belastingplichtige:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170567.do>

Voorstel voor een UITVOERINGSVERORDENING VAN DE RAAD tot wijziging van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 282/2011 wat betreft bepaalde vrijstellingen voor intracommunautaire handelingen:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170568.do>

Voorstel voor een RICHTLIJN VAN DE RAAD tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG wat betreft harmonisering en vereenvoudiging van bepaalde regels in het btw-stelsel en tot invoering van het definitieve stelsel voor de belastingheffing in het handelsverkeer tussen de lidstaten

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170569.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – Verordening – Richtlijn Belastingaangifte– BTW – belasting in de EU- belastingadministratie - belastingsfraude – fiscaliteit – indirecte belasting - informatieplicht – internationale samenwerking - intracommunautair handelsverkeer – levering – onderneming - overheidsfinanciën
------------------------------	--

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be